

Impacts socio-économiques de la crise politique, des sanctions de la CEDEAO et de l'UEMOA, et des perturbations dans les financements extérieurs au NIGER

5 octobre 2023



A USAGE OFFICIEL UNIQUEMENT

Sommaire

1. Résumé exécutif
2. Sanctions, mise en œuvre et réponses
3. Perturbations dans le financement extérieur et dans l'aide au développement
4. Impacts sectoriels, macroéconomiques et sur la pauvreté
5. Analyse approfondie des impacts sur la pauvreté liés à l'inflation des prix des denrées alimentaires et à la réduction des envois de fonds
6. Analyse approfondie des marchés alimentaires et de la sécurité alimentaire
7. Analyse approfondie de l'impact sur le développement dans des secteurs clés

1 Résumé exécutif

Le 26 juillet 2023, un coup d'État a eu lieu au Niger. En conséquence, le 30 juillet, des sanctions commerciales et financières ont été prises par la CEDEAO et l'UEMOA. Immédiatement après le coup d'État, la plupart des partenaires au développement ont interrompu ou suspendu leur aide au développement. Ce rapport fournit une analyse préliminaire des impacts socio-économiques de ces événements. Il s'agit d'un travail en cours, réalisé conjointement par la Banque mondiale et le Programme alimentaire mondial au cours du mois de septembre 2023, sur la base des données dont disposaient les deux organisations. Le rapport sera mis à jour en fonction de l'évolution de la situation.

A USAGE OFFICIEL UNIQUEMENT

Les sanctions commerciales sont généralement appliquées, tandis que les sanctions financières ont été partiellement appliquées

Mise en œuvre des sanctions et des mesures

- **La fermeture des frontières avec le Nigéria et le Bénin - les principales routes commerciales du Niger** - semble être strictement appliquée par les autorités douanières. **Le commerce informel se poursuit, bien qu'à des volumes moindres.**
- **Le Nigéria continue de couper l'approvisionnement en électricité du Niger** (desservant les régions du centre et de l'ouest, dont Niamey, et qui représentait plus de 70% de l'approvisionnement énergétique), ce qui entraîne des pénuries.
- **Les Nations unies et les ONG ont demandé à la CEDEAO des exemptions liées à l'aide humanitaire.**
- **Le Gouvernement nigérien n'a pas accès au marché financier régional de l'UEMOA** pour financer le budget et ne peut pas effectuer de transactions bancaires à travers le réseau de la BCEAO (par exemple, pour effectuer le paiement du service de la dette).
- **Toutefois, les banques locales continuent d'accéder aux opérations hebdomadaires de liquidités sur le marché monétaire de la BCEAO** afin de maintenir un niveau minimum de liquidité dans le système bancaire.
- **L'UEMOA a ordonné aux institutions financières d'appliquer pleinement le gel des avoirs publics et les autres sanctions financières**, en demandant des preuves de l'application de ces mesures avant la fin du mois d'août.

Mesures prises par les autorités de facto en réponse

- **Réorientation des flux commerciaux à travers le Burkina Faso en utilisant le corridor Ouagadougou-Dori-Niamey** pour le transport des denrées alimentaires avec l'appui des convois militaires burkinabé et nigériens. Cependant, ce corridor reste très peu sûr, ce qui rend difficile le réacheminement de l'ensemble des échanges commerciaux.
- **Exiger des contribuables qu'ils paient leurs impôts et taxes en espèces dans les bureaux des impôts et des douanes** au lieu de les déposer sur le Compte Unique du Trésor (CUT) gelé à la BCEAO. Les paiements des clients pour les services publics sont effectués en espèces.
- **Réouverture de l'espace aérien nigérien aux vols commerciaux;** les compagnies aériennes reprennent progressivement leurs vols, avec quelques difficultés pour obtenir une assurance et du kérosène.



La pause dans le financement du développement, qui représente une part importante de l'économie du Niger, aura une incidence négative notable

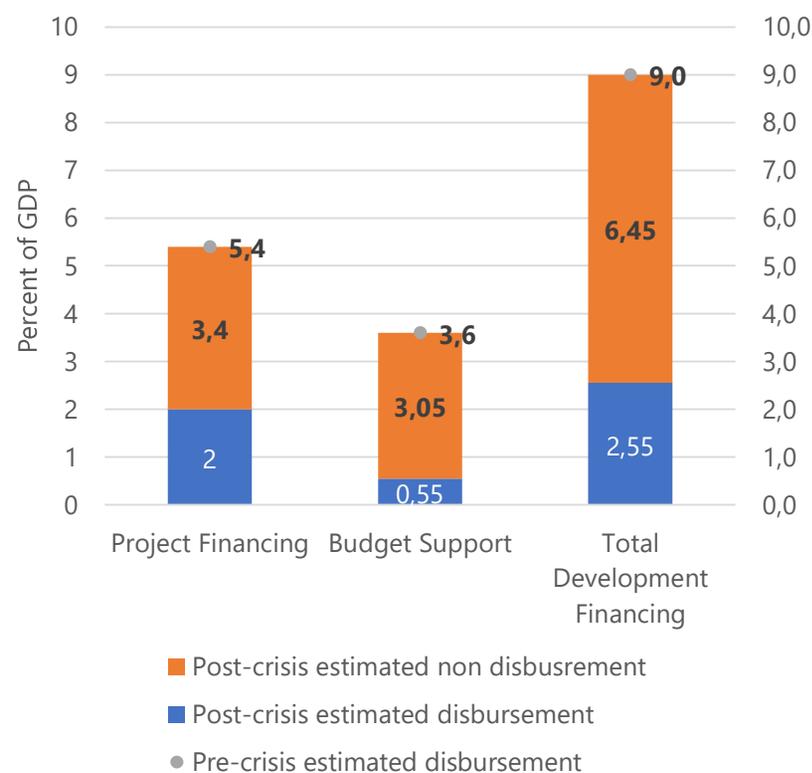
La pause de la plupart des financements de développement (sauf l'aide humanitaire) par les partenaires au développement pèsera lourdement sur la capacité du pays à mettre en œuvre des projets et à exécuter le budget.

Cela affectera la capacité à fournir des services publics et retardera l'avancement des projets d'infrastructure essentiels.

- **Financement de projets:** Selon les estimations, 321 millions de dollars (2% du PIB) ont été versés par les partenaires de développement en 2023, dont 215 millions de dollars par la Banque mondiale, contre 5,4% du PIB prévus avant le coup d'État -> **une différence de 3,4 % du PIB pour 2023.**
- **Appui budgétaire :** Seuls 82 millions de dollars (0,55% du PIB) ont été versés en 2023, contre des flux importants attendus de 625 millions de dollars (3,6% du PIB) -> **une différence de 3,05% du PIB pour 2023.**
- **Au total, on estime qu'environ 6,45% du PIB du financement du développement** (équivalent à 1,17 milliard de dollars) **ne sera PAS versé en 2023 en raison de la crise politique.**
- **La majorité des partenaires continuent à fournir une aide humanitaire** ainsi qu'un soutien à la société civile et au secteur privé.

Le Niger ne paie pas (et n'est pas en mesure de payer en raison des sanctions) ses dettes envers les partenaires de développement. Cette situation a déjà entraîné des arriérés qui pourraient conduire à la suspension formelle des décaissements. Une suspension pour cause d'arriérés peut entraîner une période plus longue de "non-décaissement".

Estimation de l'impact sur le financement du développement pour l'année civile 2023



Les sanctions et la fermeture des frontières ont entraîné une hausse des prix des denrées alimentaires. Le commerce des denrées alimentaires se poursuit de manière informelle afin de maintenir la disponibilité des céréales

Depuis la fin du mois de juillet, on observe de fortes augmentations des prix des denrées alimentaires, notamment sur les céréales importées (riz) et celles produites localement.

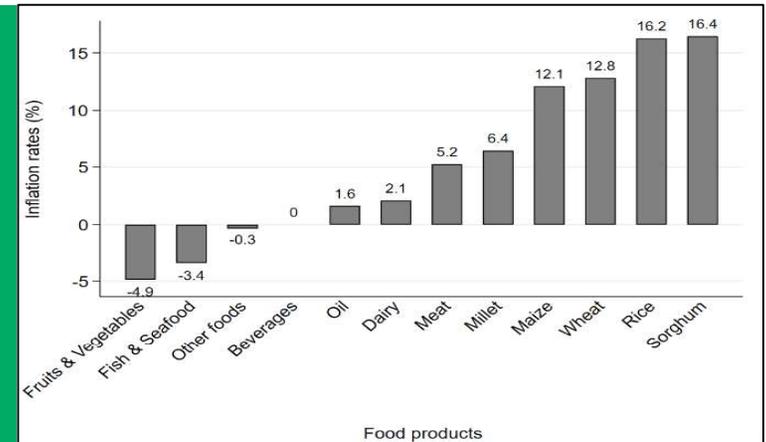
- Selon l'Institut national de la statistique du Niger (INS), entre fin juillet et fin août, les prix du riz et du sorgho ont augmenté de plus de 16%, suivis par ceux du blé et du maïs (12%), du mil (6,4%) et la viande (5,2%).
- Les céréales secondaires représentent une part importante - ~41% pour tous les ménages - de la consommation alimentaire au Niger, en particulier pour les segments les plus pauvres de la population.

Le commerce de denrées alimentaires s'est poursuivi avec le Nigéria et le Bénin, bien qu'à des volumes moindres, par le biais de canaux informels, ainsi qu'avec les cinq autres voisins du Niger, dont aucun n'a imposé de sanctions.

- **Le volume global des échanges devrait avoir diminué** en raison de la baisse des importations formelles en provenance du Nigéria et du Bénin, **mais il reste important par le biais des canaux informels** (comme le signalent les commerçants, les autorités locales et les analystes de marché, et comme en témoigne la disponibilité continue de produits importés sur les marchés de Diffa, Maradi et Zinder).
- Alors que la Libye et le Tchad restent des sources marginales de nourriture pour le Niger, l'Algérie est une source importante d'huile végétale, de sucre et de produits à base de blé. **En août, le Mali et le Burkina Faso ont levé les interdictions nationales sur les exportations de céréales en faveur du Niger.**
- **La disponibilité des céréales de base, bien qu'inférieure à la normale, reste suffisante, mais à des prix beaucoup plus élevés.**

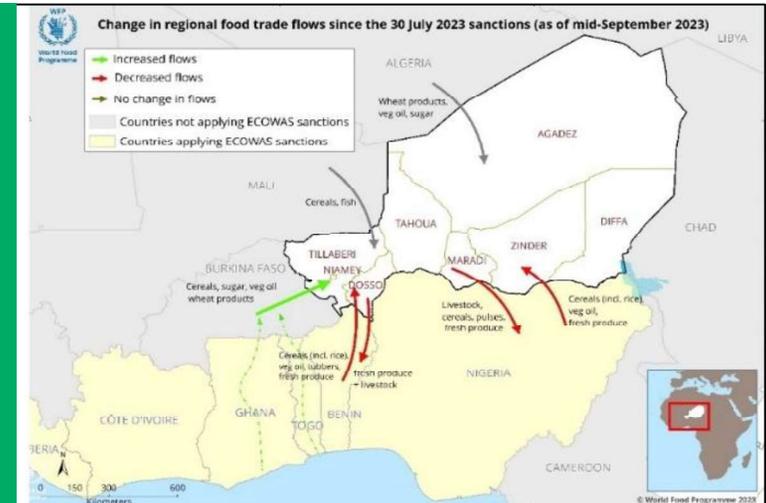
Augmentation mensuelle des prix des denrées alimentaires en août par rapport à juillet 2023

Source: Institut National de la Statistique:



Impact des sanctions sur les flux commerciaux de produits alimentaires entre le Niger et les pays voisins

Source :Analyse du PAM basée sur des entretiens avec des informateurs clés auprès des autorités locales, des commerçants et des analystes de marché.



A USAGE OFFICIEL UNIQUEMENT

Le Niger est confronté à des pénuries d'électricité, à un retard dans le démarrage des exportations de pétrole à grande échelle et à des pénuries de produits importés pour l'industrie

Pénuries d'électricité et détérioration de la situation financière de la NIGELEC

- **Depuis que le Nigéria a suspendu la fourniture de l'électricité, la NIGELEC s'appuie sur des centrales nationales électriques au diesel, mais leur capacité est insuffisante.** Les importations d'électricité en provenance du Nigéria représentaient 71% de la consommation nationale avant le coup d'État.
- **On estime que 25%** (zone ouest (Niamey, Dosso et Tillabéri)) **à 50%** (zone centre-est (Maradi, Tahoua et Zinder)) **de la demande de pointe n'est pas satisfaite** ; l'électricité est rationnée (par exemple, les hôpitaux sont prioritaires).
- **La situation financière de la NIGELEC se détériore** (les importations en provenance du Nigéria étant l'option la moins chère pour la fourniture d'électricité).
- **Risques:** Alors que le combustible destiné à la production nationale d'électricité est presque entièrement fourni par la raffinerie locale (SORAZ), qui raffine le brut local provenant de la compagnie pétrolière CNPC, les huiles pour moteurs et les pièces détachées indispensables au fonctionnement de ces centrales thermiques sont importées.

Carburant - pas de pénurie à court terme

- Le carburant pour le transport et la production d'électricité domestique est presque entièrement fourni au niveau national. Le Niger exporte une partie de son carburant raffiné vers d'autres pays (Mali, Bénin, Burkina), ce qui représente environ 1 % du PIB.
- Cependant, le carburant Jet A1 utilisé par les avions est importé.
- **À moyen terme, l'augmentation de la demande des centrales électriques nationales pourrait exercer une pression sur la capacité de raffinage de la SORAZ.**

Retard dans le démarrage des exportations de pétrole à grande échelle

- La phase de mise en service de l'oléoduc vers le Bénin devait commencer en août/septembre, avant le début des exportations de pétrole à grande échelle (environ 28 000 barils par jour) à la fin de 2023.
- **La mise en service a été interrompue et ne devrait reprendre que lorsque les sanctions seront levées.**

Importation s de biens d'équipement

- Les biens d'équipement et les biens de consommation intermédiaire destinés aux entreprises sont les principaux postes d'importation.
- **L'arrêt des importations, conjugué à la réduction du financement du développement, retardera la mise en œuvre des projets d'infrastructure et affectera les activités de l'industrie.** Par exemple, en raison de l'épuisement des stocks de produits chimiques nécessaires à la production, Orano a arrêté les opérations de son usine de concentré d'uranium à la Somair au Niger le 9 septembre.

La crise politique a considérablement réduit les perspectives de croissance et nous pourrions assister à une forte augmentation du taux d'extrême pauvreté

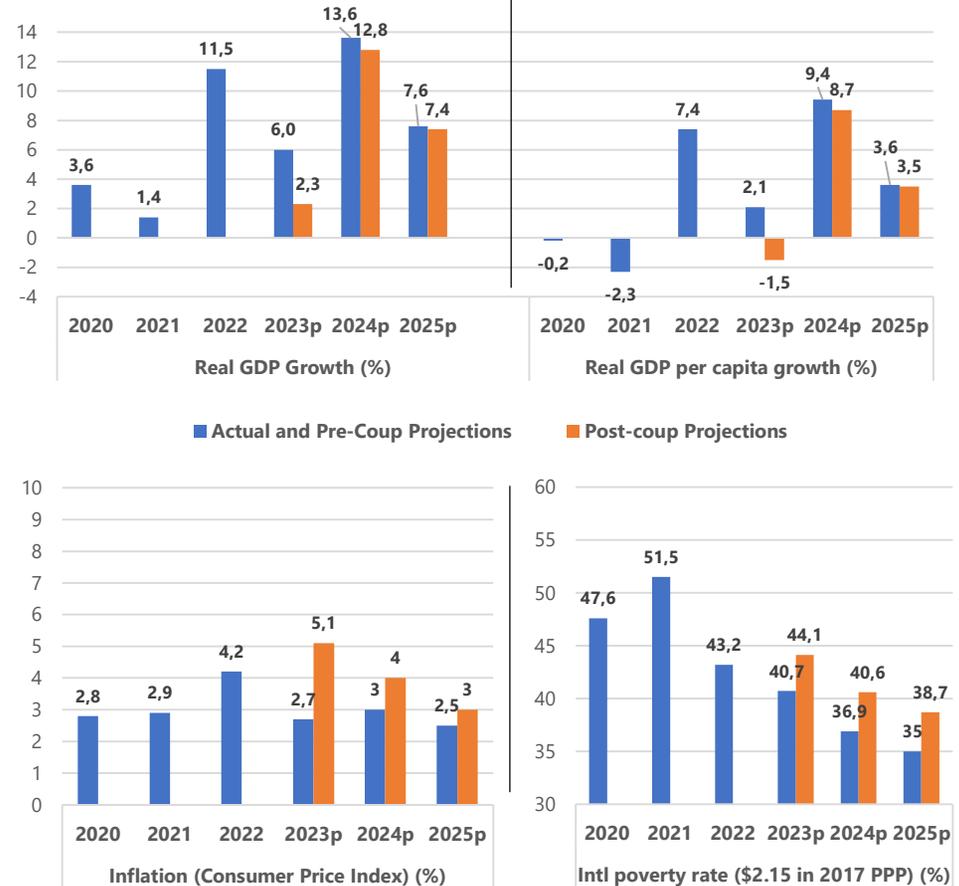
Projections avant le coup d'État

- **La croissance du PIB réel en 2023 devrait atteindre 6% (2,1% par habitant)**, stimulée par une production et des exportations de pétrole à grande échelle.
- **L'inflation devrait tomber à 2,7%** en 2023.
- Avec une inflation plus faible et une croissance positive du PIB par habitant, **le taux d'extrême pauvreté devrait chuter à 40,7%** en 2023.

Projections post-coup d'État

- **Si les sanctions et la pause dans le financement du développement se poursuivent jusqu'à la fin de l'année**, ainsi que des performances agricoles légèrement inférieures à la moyenne, **la croissance pourrait tomber à 2,3% en 2023 (-1,5% par habitant)**.
- **L'inflation devrait encore augmenter pour atteindre 5,1%** en 2023, sous l'effet de la hausse des prix des denrées alimentaires.
- Avec une inflation plus élevée et une croissance négative du PIB par habitant, **le taux d'extrême pauvreté pourrait atteindre 44,1%**, ce qui signifie que 700 000 personnes supplémentaires tomberont dans l'extrême pauvreté en 2023.
- **La croissance pourrait rebondir à 12,8% en 2024, dans l'hypothèse d'un retour à la "normalité"** avec la levée des sanctions, la reprise du financement du développement et l'augmentation de la production et des exportations de pétrole.
- **Les perspectives pour 2023 et 2024 sont très incertaines en l'absence d'une résolution politique** et sous réserve des chocs climatiques auxquels le Niger est habituellement confronté dans le secteur agricole.

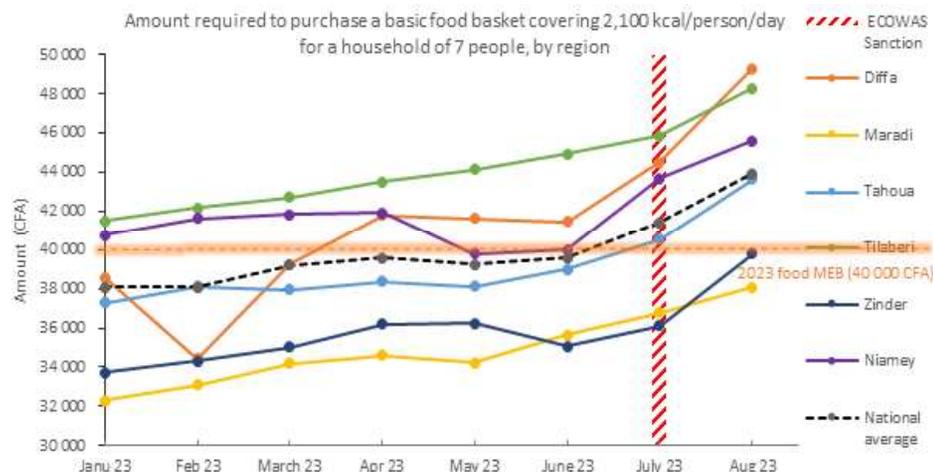
Principaux indicateurs de macro-pauvreté Projections avant et après le coup d'État



Des enquêtes récentes auprès des ménages montrent que l'augmentation du coût du panier alimentaire de base a des répercussions négatives sur les moyens de subsistance et la sécurité alimentaire

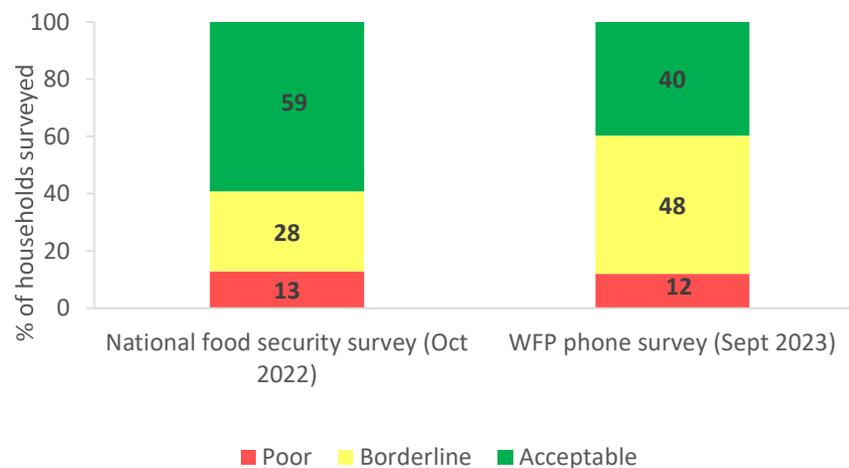
- Le coût moyen national sur les marchés locaux d'un panier alimentaire de base couvrant les besoins minimaux en énergie, en matières grasses et en protéines a augmenté de 10 % entre juin et août (+16 % dans la région de Diffa).
- Les résultats préliminaires montrent que le nombre de ménages ayant recours à des stratégies d'adaptation des moyens de subsistance d'urgence au cours des 30 derniers jours a augmenté de manière significative (mendicité, vente des dernières femelles reproductrices de leurs animaux, vente de leur maison ou de leur terre).
- Les niveaux de sécurité alimentaire mesurés par le score de consommation alimentaire (SCA) au sein de la population générale en septembre 2023 sont inférieurs à ceux de l'enquête nationale d'octobre 2022 (40 % des ménages ayant un SCA acceptable en septembre 2023, contre 59 % acceptable en octobre 2022).
- Une nouvelle détérioration de la sécurité alimentaire au cours des prochains mois est possible, étant donné que les stratégies négatives de subsistance utilisées par les ménages ne sont pas durables.

Montant nécessaire à l'achat d'un panier alimentaire de base sur les marchés locaux



Source: Analyse du PAM ; données sur les prix provenant du Système d'Information sur les Marchés Agricoles (SIMA) Niger.

Score de consommation alimentaire (SCA), % des ménages interrogés



Source: Enquête téléphonique auprès des ménages menée par le PAM en septembre 2023 et enquête nationale (enquête Sites Sentinelles) réalisée en octobre 2022.

A USAGE OFFICIEL UNIQUEMENT

Augmentation des besoins en matière de sécurité alimentaire, dans le contexte des principales contraintes liées au financement, à la chaîne d'approvisionnement et à l'accès

La crise politique devrait encore augmenter le nombre de personnes en situation d'insécurité alimentaire...

- **3,3 millions de personnes (13 % de la population) avaient déjà besoin d'une aide alimentaire humanitaire pendant la période de soudure, avant la crise politique.** En outre, 7,3 millions de personnes risquaient d'avoir besoin d'une aide en cas de choc, comme la crise actuelle des prix et des moyens de subsistance.
- **L'insécurité alimentaire devrait augmenter de manière disproportionnée là où les moyens de subsistance dépendent fortement des exportations vers le Nigéria et le Bénin** (notamment Tahoua et Maradi), **et dans les zones urbaines** – où les ménages dépendent fortement des achats sur le marché et sont donc particulièrement vulnérables à l'inflation des prix des produits alimentaires.
- **Les besoins devraient également augmenter dans les zones touchées par la sécheresse au cours de cette saison des pluies**, y compris dans toutes les grandes zones pastorales (en particulier Diffa) et dans certaines zones de culture (en particulier Tillabéri et Dosso).

Des chiffres actualisés sur le nombre de personnes en situation d'insécurité alimentaire seront disponibles après la prochaine analyse du Cadre Harmonisé (prévue en novembre 2023).

.... tout en rendant plus difficile l'accès des humanitaires à ces personnes

Préoccupations majeures concernant les populations souffrant d'une grave insécurité alimentaire qui n'ont pas reçu d'aide pendant cette période de soudure, en raison d'un manque de financement ou de contraintes de la chaîne d'approvisionnement liées à des sanctions.

- 3 millions de personnes (91% de l'objectif du plan national de réponse à la sécurité alimentaire) n'ont pas été aidées du tout (500 000 personnes) ou ont reçu des rations réduites ou moins de mois d'assistance (2,5 millions de personnes).
- Le PAM sera contraint de suspendre le traitement de 160 000 enfants souffrant de malnutrition si sa cargaison de produits nutritifs spécialisés n'est pas autorisée à entrer dans le pays d'ici le début du mois d'octobre.
- Les autorités de facto ont annoncé des restrictions aux opérations humanitaires dans les zones où des interventions militaires sont en cours depuis le 31 août, ce qui entrave l'acheminement de l'aide dans certaines des régions du pays les plus touchées par l'insécurité alimentaire.

Les opportunités de développement manquées comprennent la fourniture de services de santé, l'accès à l'éducation, l'électricité, l'eau, et les infrastructures urbaines résilientes au climat

Électricité

- **Les retards dans les projets d'infrastructure électrique entraveront l'augmentation de l'accès** (actuellement très faible, 20 %) à une électricité abordable et fiable pour les ménages et l'industrie, par exemple, le retard dans la mise en service de la centrale de Gorou Banda (financée par l'AFD).
- **La situation financière de la NIGELEC va encore se détériorer**, avec l'augmentation des coûts, **ce qui pèsera sur l'investissement privé.**

Eau

- **Retards dans la construction des infrastructures d'approvisionnement en eau.**
- L'incertitude entourant les dispositions institutionnelles du secteur de l'eau urbaine menace les progrès réalisés en matière d'accès et d'efficacité opérationnelle.

Projet Kandadji

- **La crise politique a entraîné l'arrêt complet du barrage de Kandadji et de la centrale hydroélectrique** en raison de la suspension des financements de l'AFD, de la BIDC et de la BOAD, ce qui crée des risques pour l'intégrité des travaux de construction du barrage. La **préparation du plan d'action de réinstallation est également suspendue.**
- Un retard prolongé sur Kandadji aura des conséquences importantes sur **la capacité hydroélectrique nationale, l'irrigation et les ressources en eau.**

Résilience climatique

- **Les retards dans la construction d'infrastructures urbaines résistantes au climat** se traduiront par une vulnérabilité accrue aux catastrophes liées au climat (par exemple, les inondations).
- **Le retard dans les investissements dans la Muraille verte** (par exemple, la fortification des dunes) retardera la lutte contre la désertification et augmentera la vulnérabilité des communautés rurales.
- **Risque accru de dommages aux travaux d'infrastructure non achevés ou interrompus.**

Santé

- **Pénuries de produits médicaux et retards dans les investissements et les réformes visant à renforcer le système de santé.**

Éducation

- **La réduction du financement du secteur pourrait réduire considérablement l'accès à l'éducation et retarder l'amélioration de la qualité de l'enseignement.** Jusqu'à 2 millions en moins d'enfants pourraient ne pas être scolarisés, dont 800 000 filles.
- **Risque accru que le Niger ne profite pas du dividende démographique:** les conséquences à long terme pourraient être la persistance de faibles taux de scolarisation (en particulier chez les filles) et des disparités persistantes entre les sexes dans le domaine de l'éducation.

2

Sanctions, mise en œuvre et réponses



Les sanctions de la CEDEAO et de l'UEMOA pourraient éventuellement avoir des conséquences négatives importantes en raison des liens commerciaux et financiers

Sanctions de la CEDEAO et de l'UEMOA

- **Fermeture des frontières terrestres et aériennes entre la CEDEAO et le Niger.**
- **Suspension de toutes les transactions commerciales, c'est-à-dire des échanges de biens et de services entre le Niger et les pays de l'UEMOA et de la CEDEAO, sans aucune dérogation.** Ces sanctions sont plus strictes que les sanctions similaires imposées au Mali en 2022, qui prévoyaient des exemptions pour les importations d'électricité, de produits pétroliers, de produits pharmaceutiques et de denrées alimentaires.
- **Suspension des transactions financières entre le Niger et les pays de l'UEMOA et de la CEDEAO.**
- **Le gel des avoirs publics du gouvernement, des entreprises publiques et parapubliques détenus à la BCEAO et dans les banques commerciales de l'UEMOA.**

Liens commerciaux

- Alors que la CEDEAO représente 46% des exportations du Niger et seulement 15% de ses importations, les sanctions de la CEDEAO et les fermetures de frontières affecteront également le commerce hors CEDEAO (Chine, UE) étant donné que la plupart de ces échanges transitent par la CEDEAO. La limite inférieure du commerce formel qui pourrait être affecté est le total des importations et des exportations vers la CEDEAO moins le Mali, le Burkina Faso et la Guinée. La limite supérieure est le total des importations et des exportations, en supposant que tout le commerce transite par le Nigeria ou le Bénin ou est affecté par les fermetures de l'espace aérien.

Statistiques du commerce formel du Niger, 2020-22 (en % du PIB)

	Exports				Imports			
	2020	2021	2022	mean	2020	2021	2022	mean
<i>Trade by destination</i>								
ECOWAS	2.2%	2.9%	1.3%	2.1%	3.2%	3.5%	3.3%	3.4%
Rest of the world (ROW)	2.9%	2.0%	1.5%	2.1%	18.1%	15.1%	21.2%	18.1%

- **Commerce informel:** Les statistiques commerciales officielles ne tiennent pas compte des importants échanges informels de denrées alimentaires et d'autres biens (carburant, bétail), en particulier le long de la longue frontière poreuse entre le Niger et le Nigéria. Par conséquent, les sanctions commerciales et les fermetures de frontières pourraient avoir un impact sur une part encore plus importante de l'économie. Cependant, le commerce informel est également plus à même de contourner les sanctions (mais à un certain coût).

Liens financiers

- **Le Niger fait partie de l'Union monétaire ouest-africaine (UEMOA) et sa banque centrale est la BCEAO (Banque centrale régionale de l'UEMOA).** Les secteurs bancaire et financier sont supervisés par la BCEAO et s'appuient sur la banque centrale régionale pour le financement interbancaire et la liquidité.
- **Le secteur public a des besoins de financement bruts élevés, dépendant fortement du financement extérieur et du marché obligataire régional de l'UEMOA.** Le budget 2023 prévoyait des besoins de financement bruts de 10,7 % du PIB - provenant de dons et de financements extérieurs à hauteur de 8 % du PIB et de financements régionaux/domestiques à hauteur de 2,7 % du PIB.

Les sanctions commerciales sont généralement appliquées, tandis que les sanctions financières ont été partiellement appliquées

Mise en œuvre des sanctions et des mesures

- **La fermeture des frontières avec le Nigéria et le Bénin - les principales routes commerciales du Niger** - semble être strictement appliquée par les autorités douanières. **Le commerce informel se poursuit, bien qu'à des volumes moindres.**
- **Le Nigéria continue de couper l'approvisionnement en électricité du Niger** (desservant les régions du centre et de l'ouest, dont Niamey, et qui représentait plus de 70% de l'approvisionnement énergétique), ce qui entraîne des pénuries.
- **Les Nations unies et les ONG ont demandé à la CEDEAO des exemptions liées à l'aide humanitaire.**
- **Le Gouvernement nigérien n'a pas accès au marché financier régional de l'UEMOA** pour financer le budget et ne peut pas effectuer de transactions bancaires à travers le réseau de la BCEAO (par exemple, pour effectuer le paiement du service de la dette).
- **Toutefois, les banques locales continuent d'accéder aux opérations hebdomadaires de liquidités sur le marché monétaire de la BCEAO** afin de maintenir un niveau minimum de liquidité dans le système bancaire.
- **L'UEMOA a ordonné aux institutions financières d'appliquer pleinement le gel des avoirs publics et les autres sanctions financières**, en demandant des preuves de l'application de ces mesures avant la fin du mois d'août.

Mesures prises par les autorités de facto en réponse

- **Réorientation des flux commerciaux à travers le Burkina Faso en utilisant le corridor Ouagadougou-Dori-Niamey** pour le transport des denrées alimentaires avec l'appui des convois militaires burkinabé et nigériens. Cependant, ce corridor reste très peu sûr, ce qui rend difficile le réacheminement de l'ensemble des échanges commerciaux.
- **Exiger des contribuables qu'ils paient leurs impôts et taxes en espèces dans les bureaux des impôts et des douanes** au lieu de les déposer sur le Compte Unique du Trésor (CUT) gelé à la BCEAO. Les paiements des clients pour les services publics sont effectués en espèces.
- **Réouverture de l'espace aérien nigérien aux vols commerciaux;** les compagnies aériennes reprennent progressivement leurs vols, avec quelques difficultés pour obtenir une assurance et du kérosène.



3

Perturbations dans le financement extérieur et dans l'aide au développement



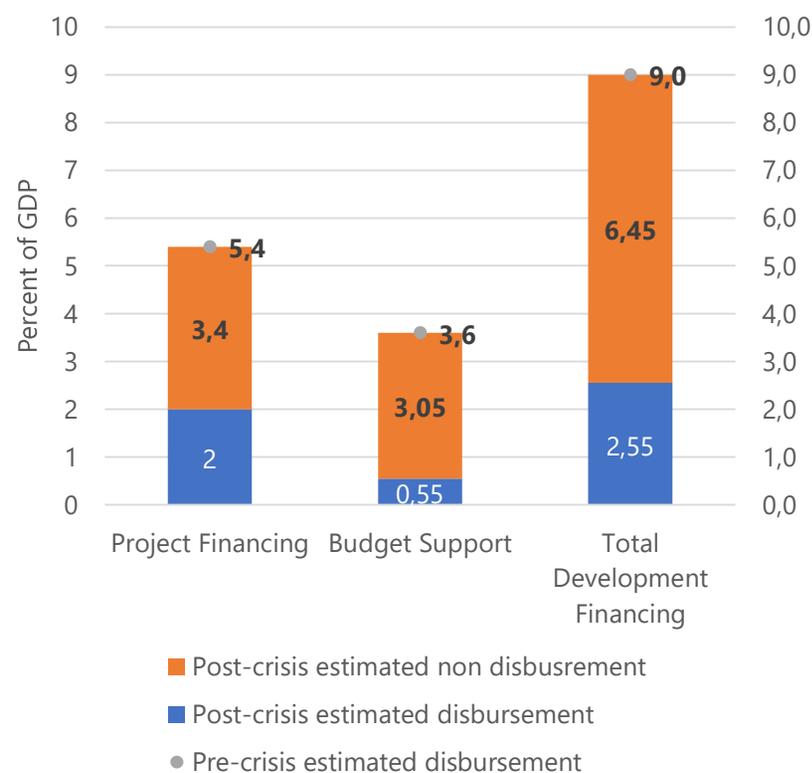
La pause dans le financement du développement, qui représente une part importante de l'économie du Niger, aura une incidence négative notable

La pause de la plupart des financements de développement (sauf l'aide humanitaire) par les partenaires au développement pèsera lourdement sur la capacité du pays à mettre en œuvre des projets et à exécuter le budget. Cela affectera la capacité à fournir des services publics et retardera l'avancement des projets d'infrastructure essentiels.

- **Financement de projets:** Selon les estimations, 321 millions de dollars (2% du PIB) ont été versés par les partenaires de développement en 2023, dont 215 millions de dollars par la Banque mondiale, contre 5,4% du PIB prévus avant le coup d'État -> **une différence de 3,4 % du PIB pour 2023.**
- **Appui budgétaire :** Seuls 82 millions de dollars (0,55% du PIB) ont été versés en 2023, contre des flux importants attendus de 625 millions de dollars (3,6% du PIB) -> **une différence de 3,05% du PIB pour 2023.**
- **Au total, on estime qu'environ 6,45% du PIB du financement du développement** (équivalent à 1,17 milliard de dollars) **ne sera PAS versé en 2023 en raison de la crise politique.**
- **La majorité des partenaires continuent à fournir une aide humanitaire** ainsi qu'un soutien à la société civile et au secteur privé.

Le Niger ne paie pas (et n'est pas en mesure de payer en raison des sanctions) ses dettes envers les partenaires de développement. Cette situation a déjà entraîné des arriérés qui pourraient conduire à la suspension formelle des décaissements. Une suspension pour cause d'arriérés peut entraîner une période plus longue de "non-décaissement".

Estimation de l'impact sur le financement du développement pour l'année civile 2023



Financement de projets (hors appui budgétaire)

BANQUE MONDIALE

- La Banque mondiale dispose d'un portefeuille actif de **4,1 milliards de dollars répartis sur 30 projets** (au 31 juillet 2023). À la suite du coup d'État, la BM a interrompu tous les décaissements.
- **Avant le coup d'État, la BM prévoyait un décaissement total en 2023 de 572 millions de dollars (3,3% du PIB)**. Si les décaissements ne reprennent qu'en janvier 2024, les décaissements totaux estimés pour 2023 sont d'environ 215 millions de dollars (1,3% du PIB, 38% des décaissements estimés avant le coup d'État).
- **Les fonds non décaissés en 2023 en raison de l'interruption s'élèveraient à environ 357 millions de dollars (2% du PIB)**. Si les opérations ne reprennent que progressivement à partir de janvier 2024, la Banque mondiale estime que les fonds non décaissés en 2024 en raison de l'interruption seraient d'environ 110 millions de dollars (0,6% du PIB).

AUTRES PARTENAIRES DE DÉVELOPPEMENT

- Selon les données reçues de l'UE, de la France, de la BAD, de l'Allemagne et du Luxembourg, les décaissements totaux estimés en 2023 avant le coup d'État étaient équivalents à **375 millions de dollars (2,1% du PIB)**. Seuls quelque 106 millions de dollars ont été décaissés en 2023, soit 28% des estimations avant le coup d'État. Pour ces cinq partenaires, **les fonds non décaissés en 2023 en raison de l'interruption seraient d'environ 270 millions de dollars (1,4% du PIB)**. Aucune estimation de décaissement pour 2024 n'était disponible.

Estimation des décaissements des projets de la Banque mondiale, Année civile 2023-2024 (millions de dollars, % du PIB)

	Estimation du décaissement AC 2023				Estimation du décaissement AC 2024			
	Après le coup d'État (avec interruption)	Pré-coup d'État (Sans interruption)	Différence	% Disb	Après le coup d'État (avec interruption)	Pré-coup d'État (Sans interruption)	Différence	% Disb
Subventions	103 (0.6%)	275 (1.6%)	-172 (1.0%)	37%	236 (1.2%)	289 (1.5%)	-58 (0.3%)	82%
Prêts	112 (0.7%)	297 (1.7%)	-185 (1.0%)	38%	257 (1.3%)	314 (1.6%)	-57 (0.3%)	82%
Total	215 (1.3%)	572 (3.3%)	-357 (2.0%)	38%	493 (2.5%)	603 (3.1%)	-110 (0.6%)	82%

Estimation des décaissements des projets des PD (partenaires de développement), Année civile 2023 (millions de dollars, % du PIB)

Development Partner	Actual (Post Coup) disbursements	Estimated (Pre Coup) disbursements	Difference	% Disb
European Union	12.4	65.3	-52.9	19%
France (incl. AFD)	46.2	118.3	-72.0	39%
AfDB	27.5	144.3	-116.8	19%
Germany	16.8	42.3	-25.5	40%
Luxembourg	2.6	5.2	-2.6	50%
Total	105.5 (0.7%)	375.4 (2.1%)	-269.8 (1.4%)	28%

Appui budgétaire

Dans l'ensemble, le financement de l'appui budgétaire devrait être nettement inférieur en 2023 et en 2024, avec un total de 254 millions de dollars estimés à décaisser, contre 1,166 milliard de dollars prévus avant le coup d'État.

BANQUE MONDIALE

• L'appui budgétaire prévu par la Banque mondiale pour l'année civile 2023 était d'environ 297 millions de dollars (1,8% du PIB) et se composait de deux opérations : 1) le programme basé sur les résultats "Gestion du secteur public pour la résilience et la prestation de services", pour lequel une avance de 47 millions de dollars (0,3% du PIB) a été décaissée en mars 2023 (aucun autre décaissement n'est prévu au cours de l'année civile 2023), et 2) la deuxième opération de la série d'opérations de politique de développement (DPO) "Croissance résiliente et renforcement du capital". Le montant final du DPO était encore en discussion avec le gouvernement, avec une enveloppe préliminaire de 250 millions de dollars (1,5% du PIB). *Les tableaux se fondent sur l'hypothèse qu'il n'y aura plus de décaissements au titre de l'aide budgétaire de la Banque mondiale au cours des années 2023 et 2024.*

LE FMI ET LES AUTRES PARTENAIRES DE DÉVELOPPEMENT

• Les flux d'aide budgétaire du FMI et d'autres partenaires de développement avant le coup d'État ont été estimés à environ 328 millions de dollars (1,9% du PIB) au cours de l'année civile 2023.

• Le FMI avait prévu un soutien budgétaire d'environ 125 millions de dollars (0,7% du PIB), 70 millions de dollars provenant de la Facilité de Résilience et de Durabilité (FRD) approuvée en juillet 2023, et le reste du programme de la Facilité Elargie de Crédit (FEC). 27 millions de dollars de la FRD ont été décaissés. *Les tableaux sont basés sur la reprise de l'aide budgétaire du FMI pour l'année civile 2024, les montants de la FEC et de la FRD étant fixés de manière à inclure les décaissements interrompus en 2023, ce qui suppose que le gouvernement atteigne toujours les objectifs des programmes.*

Estimation des décaissements au titre de l'appui budgétaire (FMI, Banque mondiale, autres partenaires de développement), Année civile 2023-2024 (millions de dollars, % du PIB)

	Estimation du décaissement Année civile 2023			
	Après le coup d'État (avec interruption)	Pré-coup d'État (Sans interruption)	Différence	% Disb
Subventions	55 (0.35%)	250 (1.5%)	-195 (1.15%)	22%
<i>dont Part BM</i>	47 (0.3%)	47 (0.3%)	0	100%
Prêts	27 (0.2%)	375 (2.2%)	348 (2.0%)	0%
<i>dont Part BM</i>	0	250 (1.5%)	-250 (1.5%)	0
Total	82 (0.55%)	625 (3.7%)	-543 (3.15%)	15%

	Estimation du décaissement Année civile 2024			
	Après le coup d'État (avec interruption)	Pré-coup d'État (Sans interruption)	Différence	% Disb
Subventions	0	246 (1.2%)	246 (1.2%)	0%
<i>dont Part BM</i>				
Prêts	172 (1%)	295 (1.5%)	-123 (0.6%)	58%
<i>dont Part BM</i>	0	150 (0.8%)	150 (0.8%)	0%
Total	172 (1%)	541 (2.7%)	-369 (1.8%)	86%

Note: Avant le coup d'État, le gouvernement avait entamé des discussions avec le FMI, la Banque mondiale et d'autres partenaires en vue d'augmenter substantiellement le montant de leur aide budgétaire, compte tenu du coût élevé du financement sur le marché obligataire régional. Les montants indiqués dans les tableaux sont ceux qui ont été officiellement approuvés par les différents partenaires.



4A Impacts sectoriels : commerce et secteurs réels, secteurs financiers et fiscaux

Les sanctions et la fermeture des frontières ont entraîné une hausse des prix des denrées alimentaires. Le commerce des denrées alimentaires se poursuit de manière informelle afin de maintenir la disponibilité des céréales (voir sections 5 et 6)

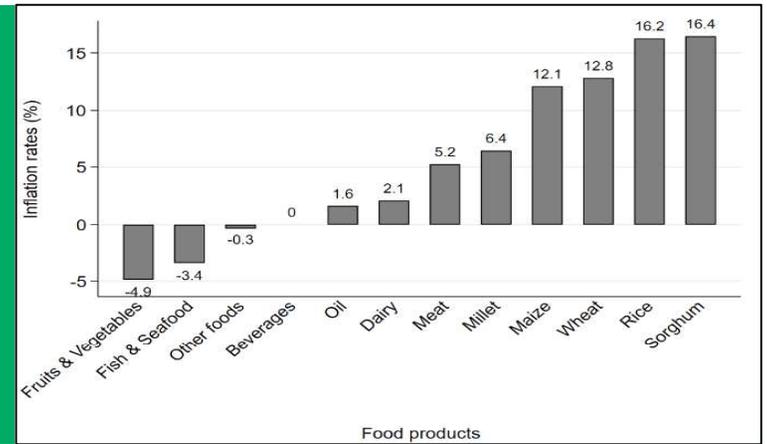
Depuis la fin du mois de juillet, on observe de fortes augmentations des prix des denrées alimentaires, notamment sur les céréales importées (riz) et celles produites localement.

- Selon l'Institut national de la statistique du Niger (INS), entre fin juillet et fin août, les prix du riz et du sorgho ont augmenté de plus de 16%, suivis par ceux du blé et du maïs (12%), du mil (6,4%) et la viande (5,2%).
- Les céréales secondaires représentent une part importante - ~41% pour tous les ménages - de la consommation alimentaire au Niger, en particulier pour les segments les plus pauvres de la population.

Le commerce de denrées alimentaires s'est poursuivi avec le Nigéria et le Bénin, bien qu'à des volumes moindres, par le biais de canaux informels, ainsi qu'avec les cinq autres voisins du Niger, dont aucun n'a imposé de sanctions.

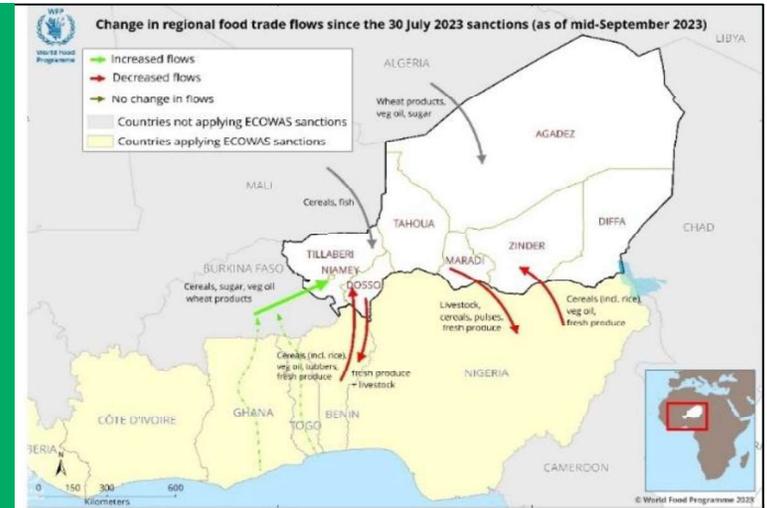
- **Le volume global des échanges devrait avoir diminué** en raison de la baisse des importations formelles en provenance du Nigéria et du Bénin, **mais il reste important par le biais des canaux informels** (comme le signalent les commerçants, les autorités locales et les analystes de marché, et comme en témoigne la disponibilité continue de produits importés sur les marchés de Diffa, Maradi et Zinder).
- Alors que la Libye et le Tchad restent des sources marginales d'approvisionnement en nourriture pour le Niger, l'Algérie est une source importante d'huile végétale, de sucre et de produits à base de blé. **En août, le Mali et le Burkina Faso ont levé les interdictions nationales sur les exportations de céréales en faveur du Niger.**
- **La disponibilité des céréales de base, bien qu'inférieure à la normale, reste suffisante, mais à des prix beaucoup plus élevés.**

Augmentation mensuelle des prix des denrées alimentaires en août par rapport à juillet 2023



Source: Institut National de la Statistique:

Impact des sanctions sur les flux commerciaux de produits alimentaires entre le Niger et les pays voisins



Source :Analyse du PAM basée sur des entretiens avec des informateurs clés auprès des autorités locales, des commerçants et des analystes de marché

Le Niger est confronté à des pénuries d'électricité, à un retard dans le démarrage des exportations de pétrole à grande échelle et à des pénuries de produits importés pour l'industrie

Pénuries d'électricité et détérioration de la situation financière de la NIGELEC

- **Depuis que le Nigéria a suspendu l'exportation de l'électricité, la NIGELEC s'appuie sur des centrales nationales électriques au diesel, mais leur capacité est insuffisante.** Les importations d'électricité en provenance du Nigéria représentaient 71% de la consommation nationale avant le coup d'État.
- **On estime que 25%** (zone ouest (Niamey, Dosso et Tillabéri)) **à 50%** (zone centre-est (Maradi, Tahoua et Zinder)) **de la demande de pointe n'est pas satisfaite** ; l'électricité est rationnée (par exemple, les hôpitaux sont prioritaires).
- **La situation financière de la NIGELEC se détériore** (les importations en provenance du Nigéria étant l'option la moins chère pour la fourniture d'électricité).
- **Risques:** Alors que le combustible destiné à la production nationale d'électricité est presque entièrement fourni par la raffinerie locale (SORAZ), qui raffine le brut local provenant de la compagnie pétrolière CNPC, les huiles pour moteurs et les pièces détachées indispensables au fonctionnement de ces centrales thermiques sont importées.

Carburant - pas de pénurie à court terme

- Le carburant pour le transport et la production d'électricité domestique est presque entièrement fourni au niveau national. Le Niger exporte une partie de son carburant raffiné vers d'autres pays (Mali, Bénin, Burkina), ce qui représente environ 1 % du PIB.
- Cependant, le carburant Jet A1 utilisé par les avions est importé.
- **À moyen terme, l'augmentation de la demande des centrales électriques nationales pourrait exercer une pression sur la capacité de raffinage de la SORAZ.**

Retard dans le démarrage des exportations de pétrole à grande échelle

- La phase de mise en service de l'oléoduc vers le Bénin devait commencer en août/septembre, avant le début des exportations de pétrole à grande échelle (environ 28 000 barils par jour) à la fin de 2023.
- **La mise en service a été interrompue et ne devrait reprendre que lorsque les sanctions seront levées.**

Importation de biens d'équipement

- Les biens d'équipement et les biens de consommation intermédiaire destinés aux entreprises sont les principaux postes d'importation.
- **L'arrêt des importations, conjugué à la réduction du financement du développement, retardera la mise en œuvre des projets d'infrastructure et affectera les activités de l'industrie.** Par exemple, en raison de l'épuisement des stocks de produits chimiques nécessaires à la production, Orano a arrêté les opérations de son usine de concentré d'uranium à la Somair au Niger le 9 septembre.

Secteur financier : les services bancaires, les opérations de transfert de fonds, l'accès aux liquidités à court terme se poursuivent, mais l'accès au marché financier régional est interrompu

Le risque de pénurie de liquidités dans le secteur bancaire est faible

- **Un risque immédiat des sanctions était la pénurie de liquidités et le rationnement** en cas de forte demande de retraits d'argent liquide et les implications pour une économie basée sur le numéraire.
- **Pour éviter les pénuries de liquidités, les banques ont mis en place des limites de retrait sur les cartes de débit aux guichets automatiques bancaires (GAB)**, allant de 50 000 à 200 000 francs CFA. Toutefois, ces limites ont été progressivement levées.
- **Le risque de pénurie de liquidités a diminué** grâce au maintien de la liquidité à court terme fournie par la BCEAO.

Les opérations de transfert de fonds se sont poursuivies

- **La suspension des transactions financières devrait en théorie inclure les envois de fonds, qu'il s'agisse d'entrées ou de sorties.**
- **Les envois de fonds vers le Niger sont limités** - moins de 2% du PIB (2021) - **mais ils profitent généralement aux ménages les plus pauvres**, de sorte qu'une réduction des envois de fonds pourrait accroître la pauvreté (voir section 5).
- **Il n'existe pas de données officielles sur les transferts de fonds, mais à Niamey, les agences de transfert d'argent établies continuent d'être opérationnelles.**

Le Niger a accès aux liquidités à court terme mais pas au marché financier régional

- **La BCEAO (Banque centrale régionale de l'UEMOA) a continué à fournir des liquidités à court terme aux banques commerciales locales.** Les banques nigériennes continuent d'accéder aux opérations de liquidité hebdomadaires (~422 milliards de francs CFA par semaine) sur le marché monétaire de la BCEAO pour leur permettre de refinancer/renouveler les créances de la BCEAO **et de maintenir un niveau minimum de liquidité dans le système.**
- **Cependant, le financement intérieur par l'émission de bons du Trésor et d'obligations sur le marché régional de la dette de l'UEMOA, "UEMOA Titres", a cessé, ce qui a eu un impact sur les nouvelles émissions, les renouvellements et les remboursements.** Des émissions pour un total de 60 milliards de francs CFA, avec des maturités allant de 6 mois à 3 ans, prévues en juillet-août, ont été annulées.

Secteur de la fiscalité: le gel des actifs, la réduction de l'accès au financement et la diminution de la collecte des impôts réduiront les dépenses et rendront le service de la dette difficile

Le recouvrement des recettes devrait diminuer

- Le Compte Unique du Trésor (CUT) détenu à la BCEAO et les autres comptes du gouvernement dans les banques commerciales étant gelés, les autorités de facto peuvent avoir établi des comptes en dehors du CUT pour les recettes fiscales. **En effet, les contribuables sont tenus de payer leurs impôts et taxes en espèces** dans les bureaux de la Direction Générale des Impôts (DGI) lieu de les déposer sur le Compte Unique du Trésor.
- **Toutefois, les recettes fiscales devraient encore diminuer** en raison de la baisse de la conformité fiscale et des taxes sur le commerce international.

Les dépenses publiques devront être rationalisées

À moins que les autorités de facto n'aient accès à leurs comptes et aux découverts bancaires locaux (comme cela semble être le cas au Mali en 2022), nous nous attendons à ce que les dépenses soient les suivantes :

- **Priorité à la masse salariale du secteur public**, y compris les fonctionnaires et le personnel militaire (les salaires mensuels de juillet et d'août ont été payés).
- **Réduire les investissements publics** et les autres dépenses considérées comme non prioritaires.
- **Arriérés de paiement auprès de fournisseurs et d'entrepreneurs nationaux.**

Actuellement, il n'existe pas de données officielles sur la fiscalité ou l'exécution du budget permettant de vérifier ces effets escomptés.

Des problèmes de service de la dette ont déjà été observés

- **Des bons du Trésor et obligations pour un montant total de 507 milliards de francs CFA (845 millions de dollars, 5% du PIB) arriveront à échéance d'août à fin décembre 2023.** Si les sanctions se poursuivent, les autorités de facto ne seront pas en mesure d'accéder au marché financier régional de l'UEMOA pour renouveler ou rembourser ces bons du Trésor et obligations.
- **Même si les autorités de facto disposent de fonds pour assurer le service de la dette, elles risquent de ne pas pouvoir le faire** si elles ne peuvent pas effectuer de transactions bancaires par l'intermédiaire du réseau de la BCEAO dans la zone UEMOA.
- **La nouvelle administration a manqué plusieurs paiements d'intérêts aux détenteurs d'obligations et des paiements du service de la dette aux partenaires internationaux, y compris la Banque mondiale.** Cette situation a déjà entraîné des arriérés et pourrait très probablement conduire à la suspension des décaissements.

4B Impacts macroéconomiques et sur la pauvreté

La crise politique a considérablement réduit les perspectives de croissance et nous pourrions assister à une forte augmentation du taux d'extrême pauvreté

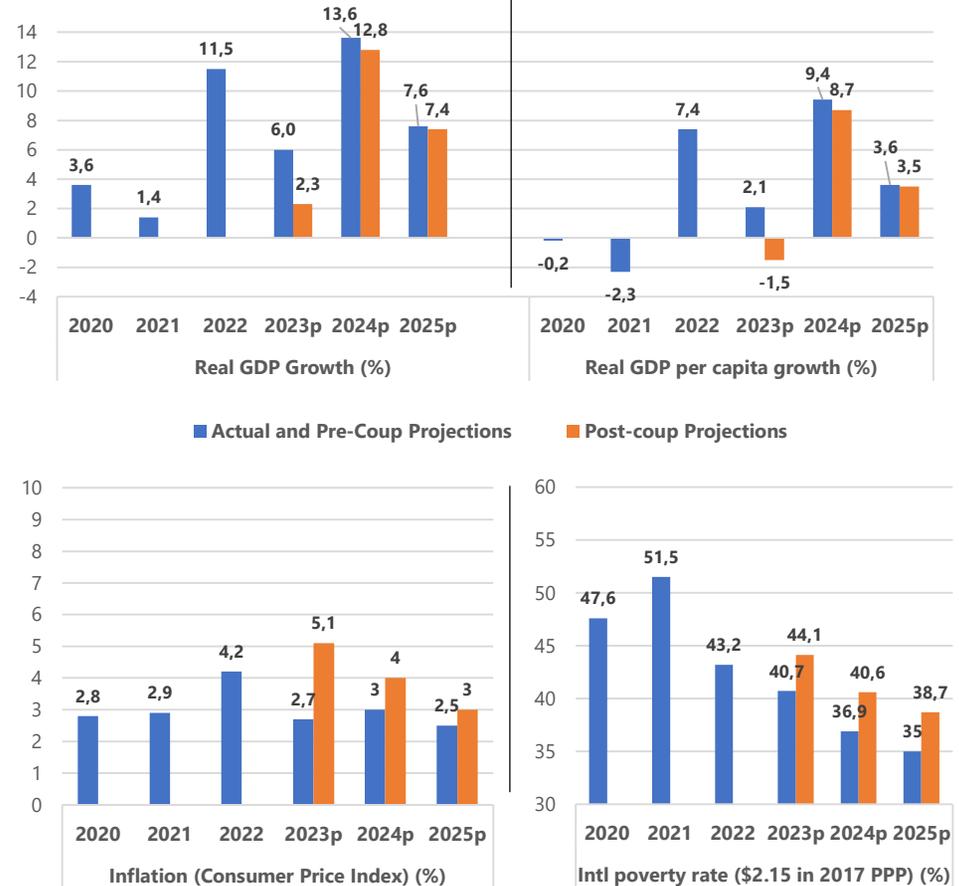
Projections avant le coup d'État

- **La croissance du PIB réel en 2023 devrait atteindre 6% (2,1% par habitant)**, stimulée par une production et des exportations de pétrole à grande échelle.
- **L'inflation devrait tomber à 2,7%** en 2023.
- Avec une inflation plus faible et une croissance positive du PIB par habitant, **le taux d'extrême pauvreté devrait chuter à 40,7%** en 2023.

Projections post-coup d'État

- **Si les sanctions et la pause dans le financement du développement se poursuivent jusqu'à la fin de l'année**, ainsi que des performances agricoles légèrement inférieures à la moyenne, **la croissance pourrait tomber à 2,3% en 2023 (-1,5% par habitant)**.
- **L'inflation devrait encore augmenter pour atteindre 5,1%** en 2023, sous l'effet de la hausse des prix des denrées alimentaires.
- Avec une inflation plus élevée et une croissance négative du PIB par habitant, **le taux d'extrême pauvreté pourrait atteindre 44,1%**, ce qui signifie que 700 000 personnes supplémentaires tomberont dans l'extrême pauvreté en 2023.
- **La croissance pourrait rebondir à 12,8% en 2024, dans l'hypothèse d'un retour à la "normalité"** avec la levée des sanctions, la reprise du financement du développement et l'augmentation de la production et des exportations de pétrole.
- **Les perspectives pour 2023 et 2024 sont très incertaines en l'absence d'une résolution politique** et sous réserve des chocs climatiques auxquels le Niger est habituellement confronté dans le secteur agricole.

Principaux indicateurs de macro-pauvreté Projections avant et après le coup d'État



La croissance sera réduite en raison d'une baisse de la demande générale et, du côté de l'offre, d'une faible croissance de l'industrie et d'une contraction des secteurs de services

Du côté de la demande:

- **Les sanctions commerciales et la fermeture des frontières entraîneront une croissance négative des exportations** (les exportations de pétrole brut par le nouvel oléoduc devraient être reportées à 2024) **et des importations** (denrées alimentaires, électricité).
- **La consommation publique et surtout l'investissement devraient se contracter** en raison des sanctions financières et de la réduction de l'aide budgétaire extérieure et du financement des projets.
- **La croissance de l'investissement privé sera ralentie** par l'incertitude politique accrue et la réduction des crédits accordés par le secteur bancaire.

Du côté de l'offre:

- **Les sanctions devraient freiner la croissance industrielle**, les importations limitées de biens d'équipement et les pénuries d'électricité pesant sur l'industrie manufacturière.
- **Les services devraient se contracter** en raison des sanctions et des fermetures de frontières qui affectent le commerce, les transports et les services financiers.
- **L'agriculture pourrait être une source de résilience économique**, car elle n'est pas affectée de manière substantielle par les sanctions. Toutefois, il semble que la récolte pourrait être inférieure à la moyenne cette année en raison de précipitations irrégulières.

Principaux indicateurs de macro-pauvreté Projections avant et après le coup d'État

Croissance (%), par composante	2020	2021	2022	Projections avant le coup d'État			Projections après le coup d'État		
				2023	2024	2025	2023	2024	2025
Croissance du PIB réel, aux prix constants du marché	3.6	1.4	11.5	6	13.6	7.6	2.3	12.8	7.4
Consommation privée	7.7	-0.2	7.6	6.3	3.8	5.6	4.3	5	5.5
Consommation des administrations publiques	5	9.8	0.4	0.9	13.3	11.8	-2.4	18.5	2.7
Formation brute de capital fixe	-3.4	7.7	17.1	10.2	9.3	5.5	-2	11.5	6.8
Pouvoirs publics	-2.9	9	-8.9	9.8	28.9	3.6	-18.5	27.3	0.3
Secteur privé	-3.6	7	30.6	10.7	1.1	6.5	4	7	9
Exportations, biens et services	-6.3	6.7	6.8	34.8	90.8	10.5	-21.6	103.3	13.6
Importations, biens et services	2.7	6.9	-1.1	6.6	22.7	6.1	-10.3	23.8	2.1
Croissance du PIB réel, à prix constants des facteurs	4.2	1	11.9	5.9	13.6	7.6	2.1	12.7	7.4
Agriculture	7.7	-5.1	26.2	3.7	5.2	5.3	3.7	5.2	5.2
Industrie	1.9	4.1	9.1	11.7	29.9	8.6	6.2	20.4	9.6
Services	2.1	5.4	0.6	4.9	12.2	9.2	-2.2	16.6	8.3

A USAGE OFFICIEL UNIQUEMENT

Bien que le déficit budgétaire soit moins important que prévu en raison d'un manque de financement, il devrait rester élevé et la dette publique augmentera.

Équilibre budgétaire »

- **Les recettes fiscales devraient diminuer** en raison de la réduction des taxes sur le commerce international et de la baisse de la conformité des ménages et des entreprises dans un contexte d'incertitude politique.
- Avec la réduction des financements extérieurs, le gel des avoirs de l'État à la BCEAO et la perte d'accès au marché régional de la dette de l'UEMOA, **le déficit budgétaire devrait passer de 6,8% du PIB en 2022 à 4,9% en 2023**. *Le déficit budgétaire encore important suppose que les autorités de facto accumulent des arriérés de dépenses intérieures pour maintenir les dépenses..*
- Avec des recettes et des financements plus faibles, **les dépenses publiques devraient être rationalisées**, ce qui devrait se faire en réduisant les dépenses d'investissement, tout en maintenant les dépenses courantes.

Dette publique:

- En raison du déficit budgétaire encore important et de la dépréciation du franc CFA par rapport au dollar américain, **la dette publique (y compris les arriérés intérieurs et extérieurs qui ne devraient pas être réglés avant 2024) devrait atteindre 52,6% du PIB à la fin de 2023**.

Principaux indicateurs de macro-pauvreté Projections avant et après le coup d'État

Croissance (%), par composante	2020	2021	2022	Projections avant le coup d'État			Projections après le coup d'État		
				2023	2024	2025	2023	2024	2025
Solde budgétaire total dont subventions	-5.4	-6.1	-6.8	-5.3	-4.1	-3.1	-4.9	-4	-3
Dépenses totales	22.9	24.3	21.6	22	22.6	22.5	18.3	20.6	19.9
Total des recettes et des subventions	17.4	18.2	14.8	16.6	18.5	19.4	13.4	16.6	16.9
Dette publique	45	51.3	50.3	51.6	49.1	46.9	52.6	50	48.5
Dette extérieure	31.6	33.5	32.7	32.8	30.7	29.5	31.9	29.9	29
Dette intérieure	13.4	17.8	17.6	18.8	18.4	17.4	20.7	20.1	19.4



5

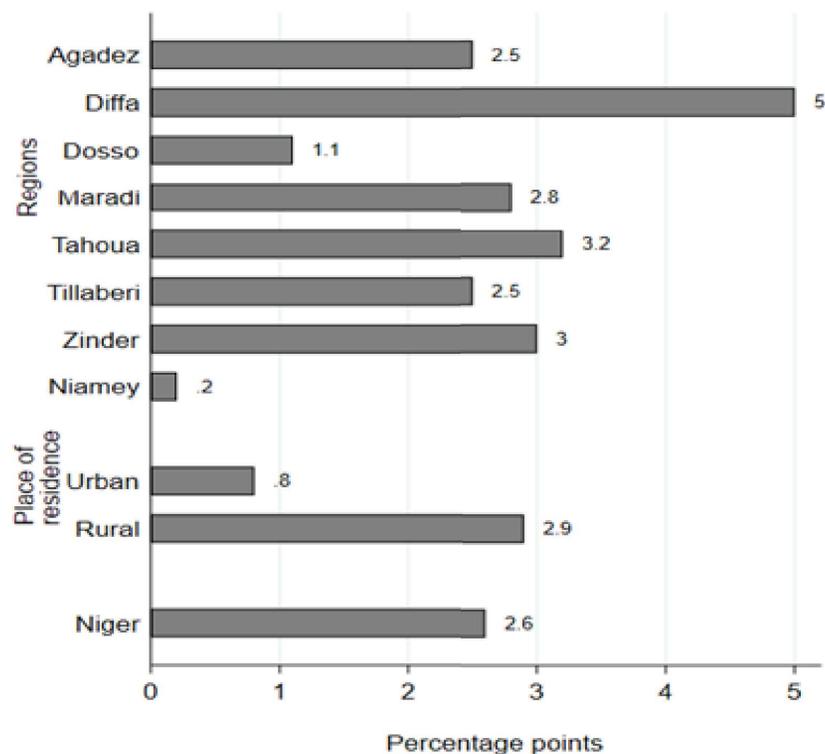
Analyse approfondie des impacts sur la pauvreté liés à l'inflation des prix des denrées alimentaires et à la réduction des envois de fonds

Le principal canal par lequel la pauvreté est immédiatement affectée par les sanctions est l'augmentation accélérée du prix des denrées alimentaires

La forte inflation des prix des denrées alimentaires en août devrait avoir augmenté l'incidence de la pauvreté de 2,6 points de pourcentage (pp) au niveau national.

- **La période juin-sept est une période de soudure au Niger**, durant laquelle la pauvreté tend à augmenter car les ménages réduisent leur consommation dans l'attente de la prochaine récolte. Cette année, la période de soudure a été aggravée par l'augmentation rapide des prix.
- **Selon l'INS, entre fin juillet et fin août, les prix du riz et du sorgho ont augmenté de plus de 16%**, suivis par ceux du blé et du maïs (12%), du mil (6,4%) et de la viande (5,2%).
- **Les céréales secondaires représentent une part importante de la consommation alimentaire au Niger, en particulier pour les pauvres.** Le mil et le sorgho représentent 39% et le riz et le maïs 12 % de la consommation alimentaire des ménages pauvres.
- **Les augmentations de prix de ces produits alimentaires sont susceptibles d'entraîner une baisse de leur consommation.** Les ménages peuvent essayer de substituer des produits alimentaires, mais les options sont limitées. Même si la part de la production domestique dans le panier de consommation alimentaire des ménages est élevée, **environ 40% des ménages nigériens sont des acheteurs nets de produits alimentaires**, en particulier pendant la période précédant la prochaine récolte (septembre).
- **Les ménages ruraux ont été les plus touchés par les augmentations des prix des denrées alimentaires, avec une augmentation prévue de l'incidence de la pauvreté de 2,9 pp. L'augmentation prévue pour les ménages urbains est moindre : 0,8 pp.** Il existe des disparités entre les régions, Diffa étant la région la plus touchée avec une augmentation de 5 pp, suivie par Tahoua et Zinder avec une augmentation de la pauvreté de plus de 3 pp.

Estimation de l'impact sur les taux de pauvreté suite à la hausse des prix des denrées alimentaires en août

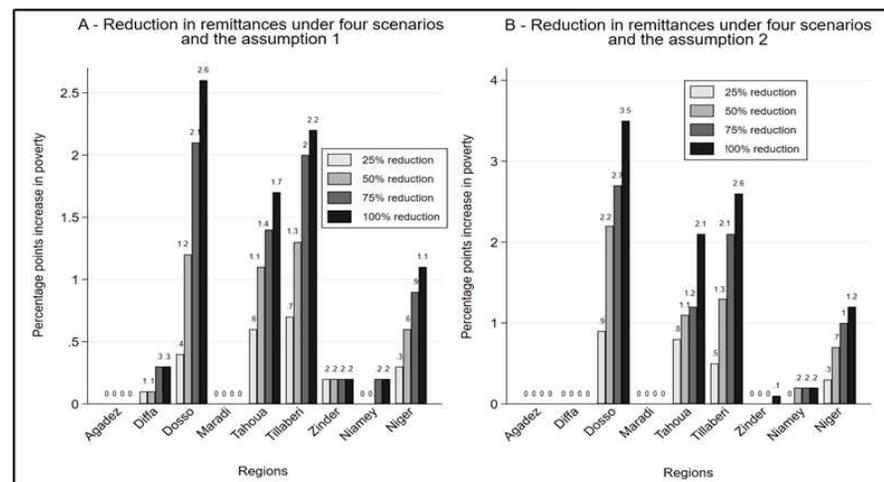


Source : Calculs des services de la Banque mondiale à partir de l'enquête 2018 sur le budget des ménages nigériens utilisant les données de l'INS sur les prix du mois d'août.

Si les sanctions financières réduisent les envois de fonds en provenance des pays de la CEDEAO, il y aura une pression supplémentaire sur les taux de pauvreté dans certaines régions

- **Au niveau national, 7,6% des ménages reçoivent des fonds en provenance des pays de l'UEMOA et 15,3% à partir d'autres pays africains.**
- **Les régions de Dosso, Tahoua, Tillabéri et Zinder sont les plus grandes bénéficiaires des transferts monétaires.** Ces régions sont, à l'exception de Tahoua, parmi les quatre régions les plus pauvres avec des taux de pauvreté de plus de 42%. Les transferts de fonds en provenance des pays de l'UEMOA profitent le plus aux ménages de Dosso (17%), puis de Tahoua (15%) et de Tillabéri (14%).
- **Les simulations montrent que trois régions se distinguent par la part des transferts de fonds en provenance des pays de la CEDEAO dans la consommation des ménages.** A Dosso, cette part se situe entre 4 et 6,7%, à Tahoua entre 2,4 et 3,3%, et à Tillabéri entre 2,2 et 4%.
- **Les régions qui seraient les plus affectées par les sanctions financières de la CEDEAO et de l'UEMOA sur les envois de fonds et les transferts monétaires sont les trois régions qui bénéficient le plus des transferts de fonds en provenance des pays de la CEDEAO : Dosso, Tillabéri et Tahoua.** Selon le niveau de réduction des transferts de la CEDEAO vers le Niger, les simulations montrent que la pauvreté dans la région de Dosso pourrait augmenter de 0,4 point de pourcentage (pp) dans un scénario de réduction de 25% des transferts, jusqu'à 3,5 pp en cas d'arrêt complet de tous les transferts monétaires. L'effet de la réduction des transferts monétaires est également significatif dans les régions de Tillabéri et Tahoua, où l'incidence de la pauvreté pourrait augmenter de 0,5 à 2,6 pp (Tillabéri) et de 0,6 à 2,1 pp (Tahoua).
- **Le fait que l'effet sur la pauvreté soit concentré dans ces trois régions se traduit par un impact relativement faible au niveau national, avec une augmentation de l'incidence de la pauvreté de 0,3 à 1,2 pp.**

Simulations de l'impact sur la pauvreté au regard des envois de fonds limités en provenance des pays de la CEDEAO



Source: Calculs des services de la Banque mondiale à partir de l'enquête 2018 sur le budget des ménages nigériens utilisant les données de l'INS sur les prix du mois d'août.

Bien que les informations disponibles ne permettent pas de distinguer les transferts en provenance des 7 autres pays de la CEDEAO non membres de l'UEMOA, des simulations ont été effectuées pour estimer les transferts monétaires en provenance de l'ensemble de la CEDEAO (Niger non compris) sur la base de deux hypothèses : i) une première hypothèse où chacun de ces 7 pays atteint la moyenne autant que les autres pays d'Afrique non membres de l'UEMOA ; et ii) une seconde hypothèse où ces 7 pays font autant que les 7 pays de l'UEMOA.

6

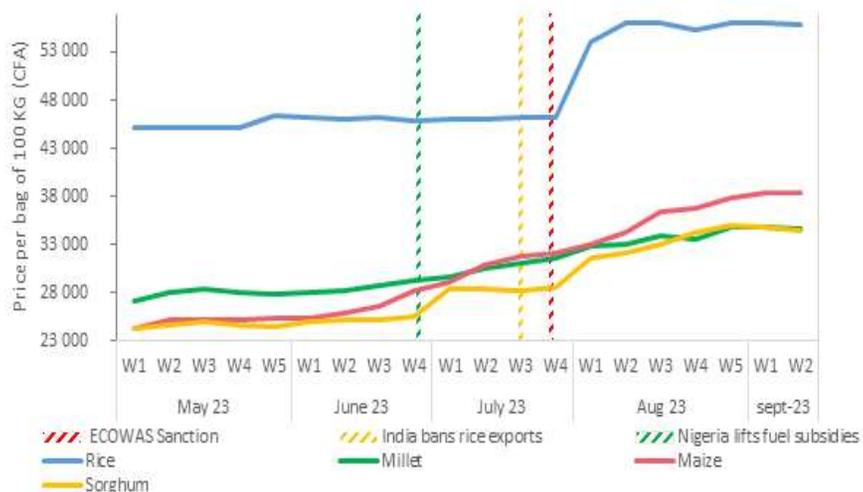
Analyse approfondie des marchés alimentaires et de la sécurité alimentaire



Les prix des denrées alimentaires étaient déjà anormalement élevés avant la crise politique et ont encore augmenté en raison des sanctions et de la fermeture des frontières...

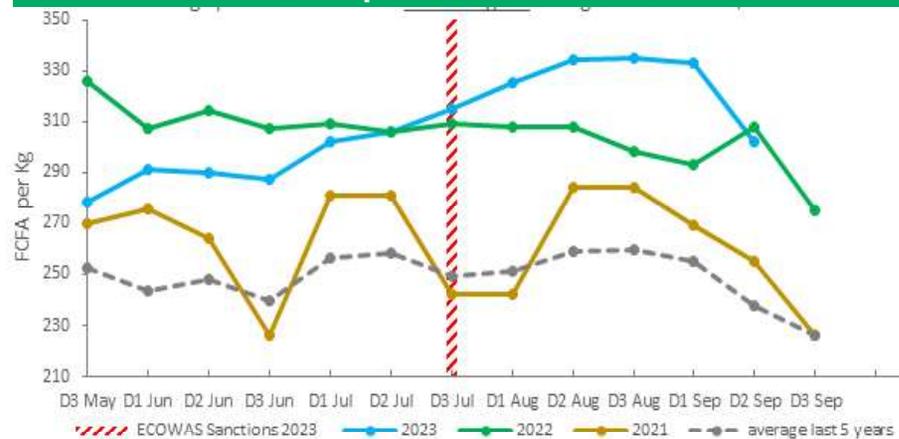
- **Le Niger connaissait déjà des prix élevés de denrées alimentaires avant le coup d'État.** Le prix national moyen du mil (principal aliment de base du Niger) en juillet 2023 était supérieur de 12% à la moyenne saisonnière sur cinq ans.
- **Les prix des céréales ont augmenté de manière générale depuis la fin du mois de juillet, tant pour les céréales importées que pour les céréales produites localement.** Au cours de la semaine du 4 au 10 septembre, soit un peu plus d'un mois après le début de la crise politique, les prix du sorgho ont augmenté de 23%, ceux du maïs de 20% et ceux du riz de 21% par rapport à la période précédant le coup d'État. Le prix national moyen du mil en août a atteint le niveau le plus élevé jamais observé au cours des 10 dernières années (23% de plus que la moyenne saisonnière sur 5 ans).
- **La flambée des prix s'est produite au plus fort de la période de soudure de juin à septembre,** lorsque les ménages ont épuisé leurs stocks de nourriture provenant de la récolte de l'année précédente et dépendent entièrement des achats sur le marché.
- **Les prix des céréales devraient diminuer à partir de septembre, conformément aux tendances saisonnières (début des récoltes dans certaines régions), mais restent exceptionnellement élevés.**

Prix nationaux moyens du riz, du mil, du maïs et du sorgho importés, mai-septembre 2023



Données de l'Institut National de la Statistique (INS) Niger

Prix moyen du mil dans la région de Zinder pendant la période de soudure, comparaison entre 2021, 2022 et 2023



Source : Système d'Information sur les Marchés Agricoles (SIMA) Niger.

Note: Zinder est le principal centre économique/marché, où s'effectue une grande partie du commerce avec le Nigéria (avec Maradi)..

A USAGE OFFICIEL UNIQUEMENT

...augmentant considérablement le coût d'un panier alimentaire de base

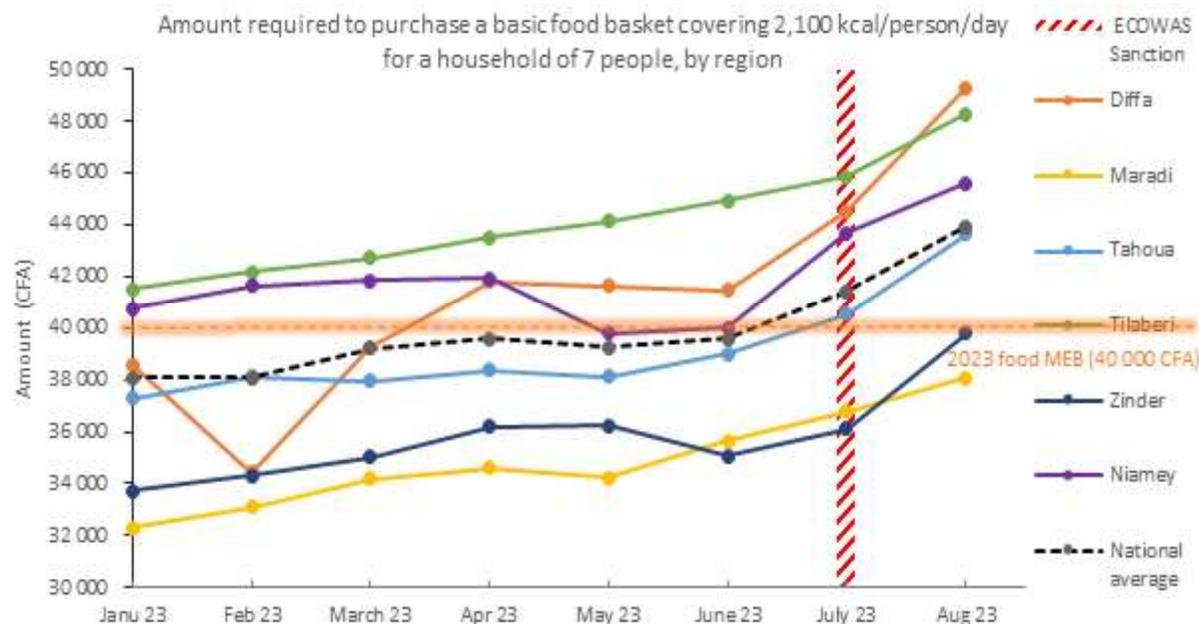
Le coût national moyen sur les marchés locaux d'un panier alimentaire de base couvrant les besoins minimaux en énergie, en matières grasses et en protéines a augmenté de 10% entre juin et août (+ 16% dans la région de Diffa).

- En août, le coût mensuel d'un panier alimentaire de base était supérieur au coût de référence du panier alimentaire de dépenses minimum (MEB) de 40 000 francs CFA/ménage/mois dans toutes les régions sauf deux.

- Des variations significatives entre les régions**, avec le coût d'un panier alimentaire à Diffa presque 30% plus élevé qu'à Maradi, et 11% plus élevé que la moyenne nationale.

* Le MEB alimentaire est le coût de référence d'un panier alimentaire de base utilisé par les acteurs humanitaires pour fixer les valeurs des transferts monétaires ; pour 2023, il a été fixé à 40 000 francs CFA/ménage/mois.

Montant nécessaire à l'achat d'un panier alimentaire de base sur les marchés locaux

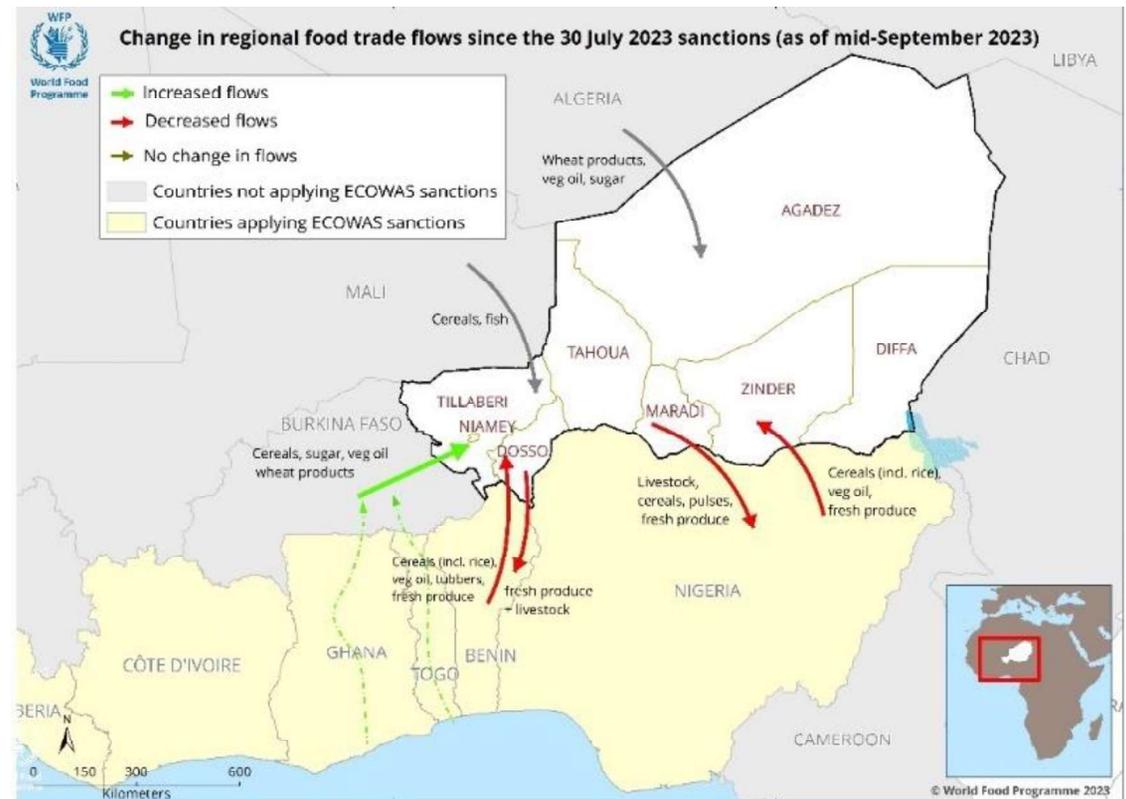


Source: Analyse du PAM ; données sur les prix provenant du Système d'Information sur les Marchés Agricoles (SIMA) Niger.

Les échanges de produits alimentaires se sont poursuivis avec le Nigéria et le Bénin, bien qu'à des volumes moindres et via des canaux informels, ainsi qu'avec les cinq autres voisins du Niger

- **Le volume global des échanges devrait avoir diminué en raison de la baisse des importations formelles en provenance du Nigéria et du Bénin, mais il reste important par le biais des canaux informels**, comme le signalent les commerçants, les autorités locales et Fewsnet, et comme en témoigne la disponibilité continue de produits importés sur les marchés de Diffa, Maradi et Zinder.
- Alors que la Libye et le Tchad restent des sources marginales d'approvisionnement en nourriture pour le Niger, **l'Algérie est une source importante d'huile végétale, de sucre et de produits à base de blé.**
- En août, le Mali et le Burkina Faso ont levé les interdictions nationales sur les exportations de céréales en faveur du Niger. Alors que les importations en provenance du Mali restent marginales, **les échanges avec le Burkina Faso ont légèrement augmenté.**
- Depuis le mois d'août, les autorités du Niger et du Burkina Faso ont organisé trois convois armés **pour acheminer des denrées alimentaires et d'autres marchandises au Niger depuis les pays côtiers, via le Burkina Faso** - un itinéraire de plus en plus délaissé par les transporteurs ces dernières années en raison de l'insécurité croissante.

Impact des sanctions sur les flux commerciaux de produits alimentaires entre le Niger et les pays voisins



Source: Analyse du PAM basée sur des entretiens avec les autorités locales, les commerçants et les analystes du marché.

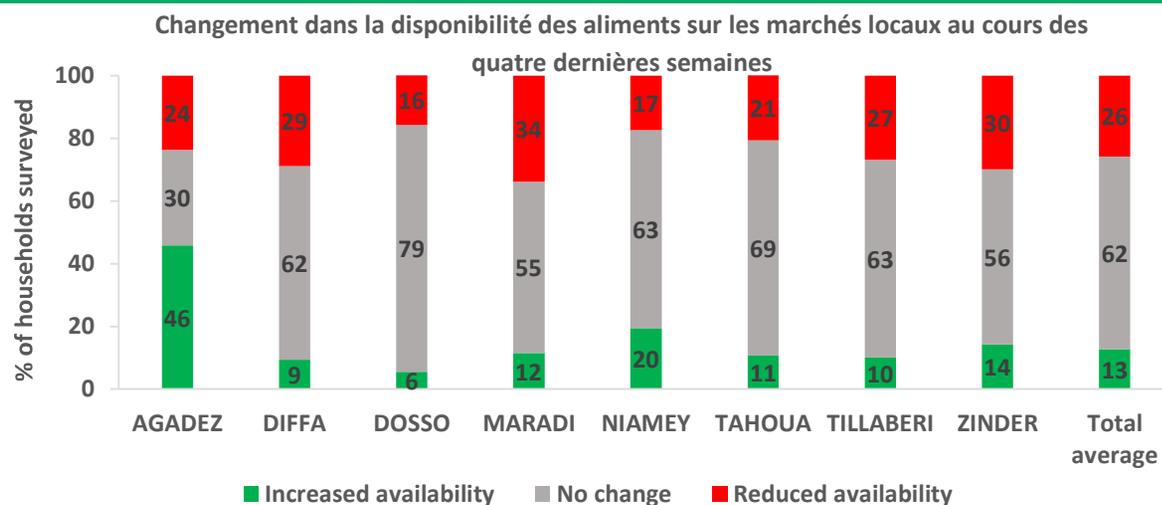
A USAGE OFFICIEL UNIQUEMENT

34

La disponibilité des céréales de base sur les marchés, bien qu'inférieure à la normale, reste suffisante, mais à des prix beaucoup plus élevés

- **Le commerce informel s'est poursuivi** (en particulier pour les céréales locales telles que le mil ou le sorgho), mais il s'est déplacé vers des itinéraires plus longs, des véhicules plus petits et le recours à des intermédiaires pour franchir la frontière -> augmentation du coût du transport, ce qui entraîne une hausse des prix des denrées alimentaires.
- **Les autorités de facto du Niger ont pris des mesures pour accroître la disponibilité des céréales** en demandant aux grossistes d'écouler sur le marché local les stocks destinés à l'exportation et de ne pas s'engager dans un comportement spéculatif.
- **Par conséquent, les disponibilités de céréales de base sur les marchés, bien qu'inférieures à la normale, restent suffisantes.** Aucune pénurie majeure de céréales de base n'a été observée jusqu'à présent, les marchés étant généralement en mesure de répondre à la demande, bien qu'à des prix beaucoup plus élevés.
- **La disponibilité devrait augmenter avec le début de la récolte locale de céréales à partir de la mi-septembre.**

Changement signalé dans la disponibilité des produits alimentaires de base sur les marchés locaux



Source: Enquête téléphonique auprès des ménages menée par le PAM en septembre 2023.

Les résultats de l'enquête menée auprès des ménages en septembre 2023 révèlent des impacts majeurs sur les moyens de subsistance ...

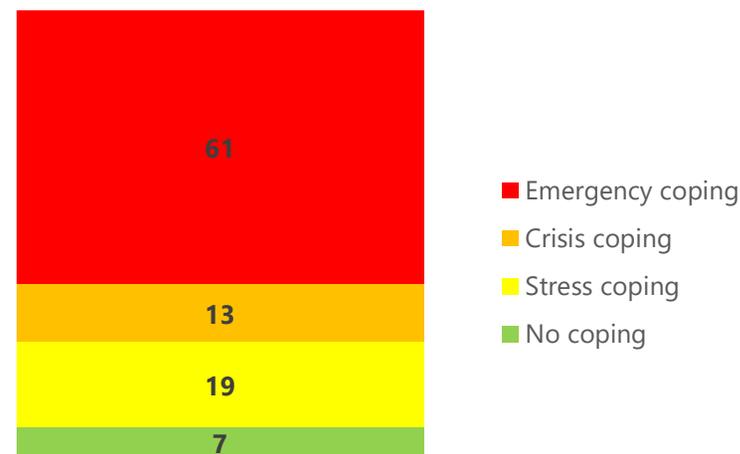
Enquête téléphonique du PAM menée en septembre 2023 pour comprendre les impacts de la crise politique sur la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance (~1 200 ménages interrogés dans tout le pays ; enquête statistiquement représentative au niveau régional, et par population urbaine par rapport à la population rurale)

55 % des ménages ont déclaré avoir rencontré des difficultés inhabituelles liées à leurs moyens de subsistance depuis le début de la crise politique.

- **Augmentation du prix des engrais ou des semences** (20% des ménages).
- **Baisse de la demande + prix de vente des produits destinés à l'exportation**, par exemple les oignons ou le bétail (10%).
- **Perte de revenus commerciaux/de transport due au ralentissement des échanges avec le Nigéria et le Bénin** (10%).
- Autres difficultés signalées : coupures d'électricité entravant les activités commerciales ou professionnelles (6%) ; difficultés pour les éleveurs d'accéder aux pâturages ou de migrer en raison de la fermeture des frontières (7%).
- La proportion de ménages faisant état de difficultés est similaire dans les zones urbaines et rurales.

Environ 61% des ménages ont eu recours à des stratégies de survie d'urgence au cours des 30 derniers jours, telles que la mendicité, la vente de leur dernier animal femelle reproductrice, ou la vente de leur maison ou de leur terre. Il s'agit d'une augmentation significative par rapport à l'année dernière.

Stratégies d'adaptation des moyens de subsistance - % des ménages interrogés



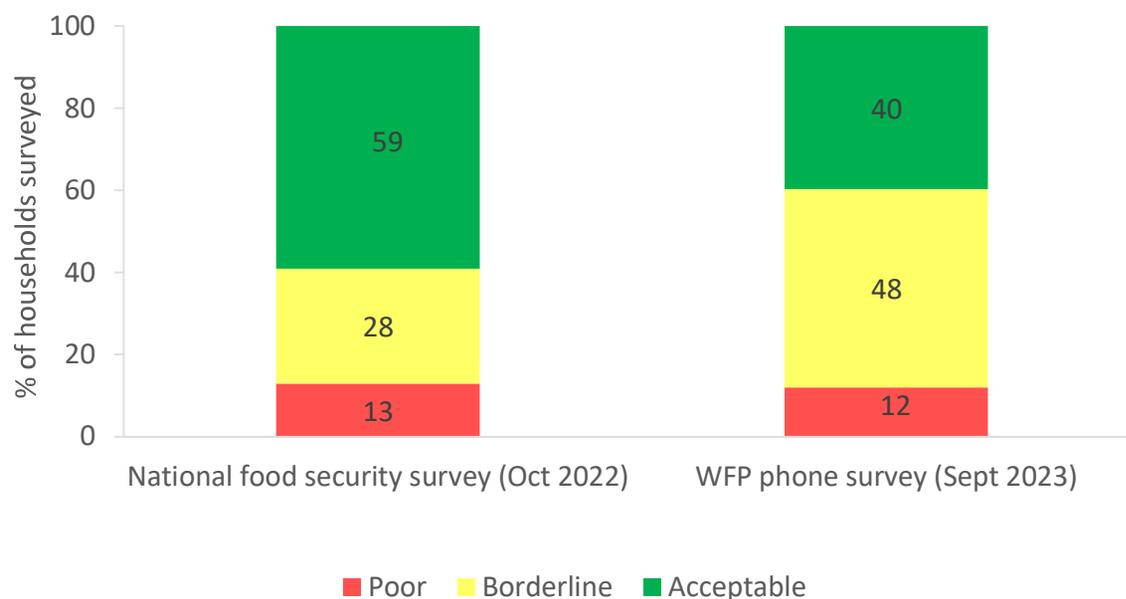
WFP phone survey (Sept 2023)

...et sur les niveaux de sécurité alimentaire

- Les niveaux de sécurité alimentaire mesurés par le score de consommation alimentaire (SCA) au sein de la population générale en septembre 2023 sont également inférieurs à ceux de l'enquête nationale d'octobre 2022 (40% des ménages ayant un SCA acceptable en septembre 2023 contre 59% acceptable en octobre 2022).

- Nous pourrions observer une nouvelle détérioration dans les mois à venir, étant donné les stratégies négatives auxquelles les ménages ont eu recours pour assurer leurs moyens de subsistance. En effet, il y a souvent un décalage entre le recours à des stratégies d'adaptation négatives et les niveaux de consommation alimentaire : la consommation alimentaire reste souvent stable, voire augmente légèrement, juste après que les ménages aient eu recours à des stratégies d'adaptation, car ces stratégies apportent un revenu à court terme ; cependant, une fois que les avantages immédiats ont disparu, les niveaux de consommation alimentaire diminuent généralement.

Score de consommation alimentaire (SCA), % des ménages interrogés



Source: Enquête téléphonique auprès des ménages menée par le PAM en septembre 2023.

Augmentation des besoins en matière de sécurité alimentaire, dans le contexte des principales contraintes liées au financement, à la chaîne d'approvisionnement et à l'accès

La crise politique devrait encore augmenter le nombre de personnes en situation d'insécurité alimentaire...

- **3,3 millions de personnes (13% de la population) avaient déjà besoin d'une aide alimentaire humanitaire pendant la période de soudure, avant la crise politique.** En outre, 7,3 millions de personnes risquaient d'avoir besoin d'une aide en cas de choc, comme la crise actuelle des prix et des moyens de subsistance.
- **L'insécurité alimentaire devrait augmenter de manière disproportionnée là où les moyens de subsistance dépendent fortement des exportations vers le Nigéria et le Bénin** (notamment Tahoua et Maradi), **et dans les zones urbaines** – où les ménages dépendent fortement des achats sur le marché et sont donc particulièrement vulnérables à l'inflation des prix des produits alimentaires.
- **Les besoins devraient également augmenter dans les zones touchées par la sécheresse au cours de cette saison des pluies**, y compris dans toutes les grandes zones pastorales (en particulier Diffa) et dans certaines zones de culture (en particulier Tillabéri et Dosso).

Des chiffres actualisés sur le nombre de personnes en situation d'insécurité alimentaire seront disponibles après la prochaine analyse du Cadre Harmonisé (prévue en novembre 2023)

.... tout en rendant plus difficile l'accès des humanitaires à ces personnes

Préoccupations majeures concernant les populations souffrant d'une grave insécurité alimentaire qui n'ont pas reçu d'aide pendant cette période de soudure, en raison d'un manque de financement ou de contraintes de la chaîne d'approvisionnement liées à des sanctions.

- 3 millions de personnes (91% de l'objectif du plan national de réponse à la sécurité alimentaire) n'ont soit pas été aidées du tout (500 000 personnes) ou ont reçu des rations réduites ou moins de mois d'assistance (2,5 millions de personnes).
- Le PAM sera contraint de suspendre le traitement de 160 000 enfants souffrant de malnutrition si sa cargaison de produits nutritifs spécialisés n'est pas autorisée à entrer dans le pays d'ici le début du mois d'octobre.
- Les autorités de facto ont annoncé des restrictions aux opérations humanitaires dans les zones où des interventions militaires sont en cours depuis le 31 août, ce qui entrave l'acheminement de l'aide dans certaines des régions du pays les plus touchées par l'insécurité alimentaire.

7

Analyse approfondie de l'impact sur le développement dans des secteurs clés



A USAGE OFFICIEL UNIQUEMENT

La crise politique pourrait freiner le développement - exemples de cinq secteurs clés : l'électricité, le développement urbain, l'eau, la santé et l'éducation

La crise politique pourrait freiner le développement dans cinq secteurs clés : l'électricité, le développement urbain, l'eau, la santé et l'éducation, et ce de diverses manières (sur la base d'une enquête par sondage sur les projets financés par la Banque mondiale) :

- **Réduction du financement externe** pour les dépenses sectorielles récurrentes et en capital - **pour les cinq secteurs, seuls 30 à 40% des financements de projets de la Banque mondiale prévus pour l'exercice 24 (juillet 2023 à juin 2024), c'est-à-dire les 12 mois suivant le coup d'État, sont susceptibles d'être décaissés.**
- **Réduction du financement public** et de la capacité à payer les fournisseurs en raison des sanctions financières.
- Sanctions commerciales et fermeture des frontières **réduisant la disponibilité des produits importés** pour les investissements sectoriels.
- **Interruption dans l'assistance technique et le dialogue sur les politiques sur les réformes sectorielles clés.**
- L'instabilité politique accrue et les risques liés à la viabilité financière **pèsent sur les investissements du secteur privé.**
- **Changements de ministres et de décideurs** (mais continuité au niveau technique/au sein de la fonction publique).

Estimation des décaissements des projets de la Banque mondiale avec et sans interruption dans les secteurs clés, exercice 24 (en millions de dollars)					
Secteur	Estimation des décaissements pour l'exercice 24				Principaux investissements sectoriels financés par la Banque mondiale Pcode - Nom - Tot. Engagement.
	Après le coup d'Etat (interruption)	Avant le coup d'Etat (Sans interruption)	Diff	% Disb	
Electricité	32.2	104.8	-72.6	31%	<ul style="list-style-type: none"> Projet d'accélération de l'accès à l'électricité Proj-Haské) (310 millions de dollars) Projet d'interconnexion électrique régionale Dorsale Nord (193 millions de dollars) Projet régional d'accès à l'électricité/BEST (105 millions de dollars)
Développement urbain	21.5	49.6	-28.1	43%	<ul style="list-style-type: none"> Projet de développement urbain intégré et de résilience multisectorielle - PIDUREM (250 millions de dollars)
Eau	53.6	129.8	-76.2	41%	<ul style="list-style-type: none"> Projet de plateforme intégrée de sécurité de l'eau au Niger-PISEN (400 millions de dollars) Projet Kandadji (405 millions de dollars)
Santé et Nutrition	10.1	24.1	-14.0	42%	<ul style="list-style-type: none"> Amélioration de l'accès des femmes et des filles à des services de santé et de nutrition améliorés dans les zones prioritaires - LAFIA-IYALI (100 millions de dollars)
Education	25.8	66.0	-40.2	39%	<ul style="list-style-type: none"> Projet d'amélioration de l'apprentissage pour des résultats dans l'éducation (LIRE) (370 millions de dollars)
Total	143.2	374.3	-231.1	38%	

Les opportunités de développement manquées comprennent la fourniture de services de santé, l'accès à l'éducation, l'électricité, et l'eau, et les infrastructures urbaines résilientes au climat

Electricité

- **Les retards dans les projets d'infrastructure électrique entraveront l'augmentation de l'accès** (actuellement très faible, 20 %) à une électricité abordable et fiable pour les ménages et l'industrie, par exemple, le retard dans la mise en service de la centrale de Gorou Banda (financée par l'AFD).
- **La situation financière de la NIGELEC va encore se détériorer**, avec l'augmentation des coûts, **ce qui pèsera sur l'investissement privé.**

Eau

- **Retards dans la construction des infrastructures d'approvisionnement en eau.**
- L'incertitude entourant les dispositions institutionnelles du secteur de l'hydraulique urbaine menace les progrès réalisés en matière d'accès et d'efficacité opérationnelle.

Projet Kandadji

- **La crise politique a entraîné l'arrêt complet du barrage de Kandadji et de la centrale hydroélectrique** en raison de la suspension des financements de l'AFD, de la BIDC et de la BOAD, ce qui crée des risques pour l'intégrité des travaux de construction du barrage. La **préparation du plan d'action de réinstallation est également suspendue.**
- Un retard prolongé sur Kandadji aura des conséquences importantes sur **la capacité hydroélectrique nationale, l'irrigation et les ressources en eau.**

Résilience climatique

- **Les retards dans la construction d'infrastructures urbaines résistantes au climat** se traduiront par une vulnérabilité accrue aux catastrophes liées au climat (par exemple, les inondations).
- **Le retard dans les investissements dans la Muraille verte** (par exemple, la fortification des dunes) retardera la lutte contre la désertification et augmentera la vulnérabilité des communautés rurales.
- **Risque accru de dommages aux travaux d'infrastructure non achevés ou interrompus.**

Santé

- **Pénuries de produits médicaux et retards dans les investissements et les réformes visant à renforcer le système de santé.**

Education

- **La réduction du financement du secteur pourrait réduire considérablement l'accès à l'éducation et retarder l'amélioration de la qualité de l'enseignement.** Jusqu'à 2 millions d'enfants en moins pourraient ne pas être scolarisés, dont 800 000 filles.
- **Risque accru que le Niger ne profite pas du dividende démographique:** les conséquences à long terme pourraient être la persistance de faibles taux de scolarisation (en particulier chez les filles) et des disparités persistantes entre les sexes dans le domaine de l'éducation.